



**CONVOCATION**  
pour les séances publique et plénière du  
**vendredi 14 juillet 2023**  
**à 11h30**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

**SÉANCE PUBLIQUE**

- 1) **52.692**      Projet de loi sur les forêts et portant :
- 1° modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
  - 2° abrogation de :
    - a) l'Édit, Ordonnance et Règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois ;
    - b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;
    - c) l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;
    - d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;
    - e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;
    - f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ;
    - g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;
    - h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;
    - i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;
    - j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ;
    - k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1<sup>er</sup> juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;
    - l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, N° 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;
    - m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ;
    - n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;
    - o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts ;
    - p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;
    - q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;
    - r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

- 2) **53.159**      Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)  
(doc. parl. 7394)
- 3) **60.563**      Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :  
1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;  
2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire  
(doc. parl. 7792)
- 4) **60.708**      Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse  
(doc. parl. 7860)
- 5) **60.914**      Projet de loi modifiant :  
1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ;  
2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ;  
3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail  
(doc. parl. 7955)
- 6) **60.916**      Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation  
(doc. parl. 7956)
- 7) **60.952**      Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification :  
1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;  
2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves  
(doc. parl. 7977)
- 8) **61.051**      Projet de loi portant modification :  
1° du Code du travail ;  
2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;  
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil  
(doc. parl. 8016)
- 9) **61.056**      Projet de loi portant modification :  
1° de l'article L. 233-16 du Code du travail ;  
2° de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État  
(doc. parl. 8017)

- 10) 61.079**      Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit  
(doc. parl. 8041)
- 11) 61.118**      Projet de loi portant modification :  
1° du Code de procédure pénale ;  
2° de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne  
(doc. parl. 8051)
- 12) 61.122**      Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées  
(doc. parl. 8066)
- 13) 61.145**      Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales  
(doc. parl. 8060)
- 14) 61.173**      Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :  
1° du Code du travail ;  
2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;  
3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;  
4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg  
(doc. parl. 8079)
- 15) 61.222**      Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2022  
(doc. parl. 8093)
- 16) 61.223**      Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022  
(doc. parl. 8094)
- 17) 61.286**      Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives  
(doc. parl. 8130)
- 18) 61.306**      Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement  
(doc. parl. 8143)
- 19) 61.354**      Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg – Kirchberg  
(doc. parl. 8154)

- 20) 61.377**      Projet de loi portant modification :  
1° du Nouveau Code de procédure civile ;  
2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation  
(doc. parl. 8172)
- 21) 61.381**      Projet de loi portant modification de :  
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;  
2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;  
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;  
4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;  
5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés  
(doc. parl. 8183)
- 22) 61.416**      Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle  
(doc. parl. 8203)
- 23) 61.440**      Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange  
(doc. parl. 8213)
- 24) 61.443**      Projet de loi portant prolongement de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :  
1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;  
2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;  
3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;  
4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;  
5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain  
(doc. parl. 8210)
- 25) 61.446**      Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux  
(doc. parl. 8214)
- 26) 61.472**      Projet de loi portant modification :  
1° de l'article L. 413-4 du Code du travail ;  
2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective  
(doc. parl. 8233)

**27) 61.483**      Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

(doc. parl. 8226)

**28) 61.484**      Projet de loi portant modification de :

- 1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
- 3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
- 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire

(doc. parl. 7863B)

**29) 61.485**      Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

(doc. parl. 8230)

**30) 61.528**      Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

(doc. parl. 8252)

## **SÉANCE PLÉNIÈRE**

### **Projets de loi**

**1) 50.091**      Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant :

- 1° le livre III du Code de commerce ;
- 2° le livre II, titre IX, chapitre II, section I<sup>ère</sup> du Code pénal ;
- 3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de Procédure civile ;
- 4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
- 5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ;
- 6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;
- 7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ;
- 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
- 9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;
- 10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière  
(*Amendements parlementaires du 10 juillet 2023*)

(doc. parl. 6539A)

- 2) **60.760**      Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :  
1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;  
2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;  
3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et service de l'État ;  
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État  
*(Amendements gouvernementaux du 26 juin 2023)*  
(doc. parl. 7880)
- 3) **60.898**      Projet de loi portant modification :  
1° du Code pénal ;  
2° du Code de procédure pénale ;  
en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs  
*(Amendements parlementaires du 10 juillet 2023)*  
(doc. parl. 7949)
- 4) **60.901**      Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat  
*(Amendements gouvernementaux du 11 juillet 2023)*  
(doc. parl. 7959)
- 5) **60.970**      Projet de loi modifiant  
1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;  
2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;  
3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;  
4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;  
5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;  
6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;  
7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées  
*(Amendements parlementaires du 12 juillet 2023)*  
(doc. parl. 7985)
- 6) **61.008**      Projet de loi portant modification :  
1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;  
2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;  
3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du

Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ;

4° du Code civil

*(Amendements parlementaires du 28 avril 2023)*

(doc. parl. 8007)

**7) 61.143**      Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal  
*(Amendements gouvernementaux du 11 juillet 2023)*

(doc. parl. 8063)

**8) 61.307**      Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

(doc. parl. 8142)

**9) 61.367**      Projet de loi portant modification :  
1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;  
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,  
en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022  
*(Amendements parlementaires du 6 juillet 2023)*

(doc. parl. 8165)

**10) 61.491**      Projet de loi concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire

(doc. parl. 8250)

### **Projets de règlement grand-ducal**

**11) 60.989**      Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de déterminer la composition et le fonctionnement de la commission de la seconde chance et portant modification :

1° du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> décembre 2011 ayant pour objet :

1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ;
2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12 (3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ;
3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal ;
4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988 ;
5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 ;

2° du règlement grand-ducal du 28 avril 2015 portant création des traitements de données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de l'article 32 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux

professions d'artisan, de commerçant, d'industrie ainsi qu'à certaines professions libérales

**12) 61.510**

Projet de règlement grand-ducal concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, froid et eau chaude sanitaire et modifiant le règlement grand-ducal du 13 juin 1975 prescrivant les mesures d'exécution de la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles